



---

## 26<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 de l'ordre du jour

### **Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires Monsieur Christof Heyns et le Rapporteur spécial sur les droits humains des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, Monsieur Chaloka Beyani**

Genève, le 12 juin 2014

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

La Suisse félicite M. Christof Heyns pour son rapport et, plus généralement, pour son engagement créatif qui permet des avancées significatives dans les thèmes abordés.

La Suisse soutient l'appel du Rapporteur spécial aux Etats à mettre les dispositions législatives nationales relatives à l'usage de la force par la police en conformité avec les normes internationales. La gestion des manifestations pacifiques est un domaine où l'adoption de lignes directrices adéquates sur l'usage de la force est indispensable afin que les policiers s'acquittent dûment de leurs tâches. Dans ce contexte, la Suisse remercie M. Heyns pour son soutien en faveur de la mise en œuvre de la résolution 25/38, visant à l'élaboration d'une compilation des recommandations pratiques sur la gestion des manifestations pacifiques.

M. le Rapporteur spécial,

**Lors de manifestations illégales mais pacifiques, comment les Etats peuvent-ils s'assurer que les forces de l'ordre renoncent à l'usage de la force ou, pour le moins, qu'elles se limitent au minimum nécessaire ?**

En outre, la Suisse partage votre avis quant à l'importance de préciser et clarifier les modalités d'application du cadre normatif pertinent à l'utilisation des drones armés. Tout comme vous, nous estimons qu'il est important d'aborder les défis que ces appareils posent en matière d'usage de la force en dehors des conflits armés.

Monsieur le Président,

La Suisse remercie M. Chaloka Beyani pour son rapport qui offre une vue d'ensemble des dispositions de la Convention de Kampala. A nos yeux, cette dernière est un instrument clé pour améliorer la situation sur le continent africain et pour servir de modèle pour d'autres régions, par exemple dans le cadre des discussions sur *Cartagena +30*. Nous encourageons ainsi le Rapporteur Spécial à explorer encore davantage la possibilité d'appliquer la Convention de Kampala dans d'autres contextes et soutenons ses efforts en vue d'une ratification et d'une mise en œuvre plus larges de cet instrument.

Nous aimerions relever trois aspects du rapport de M. Beyani qui nous paraissent particulièrement importantes:

- Premièrement, l'utilisation des dispositions de la Convention de Kampala par les acteurs régionaux et internationaux, entre autres, le Conseil de Sécurité, dans les crises actuelles.
- Deuxièmement, le renforcement entre l'aide humanitaire et le développement mis en avant par la Convention de Kampala est primordial pour trouver des solutions durables pour les personnes déplacées. Dans ce sens, il est fondamental pour la Suisse que le déplacement soit intégré dans les plans nationaux de développement ainsi que dans l'agenda post-2015.
- Troisièmement, l'inclusion de la responsabilité des groupes armés non-étatiques envers les populations déplacées dans les conflits armés dans la Convention de Kampala nous paraît particulièrement importante. La Suisse compte s'engager pour une meilleure compréhension de leur rôle dans les déplacements de population.

Je vous remercie.